



Direction  
Référence : EAU/ACP/21/0030  
Dossier suivi par : Service autorisations - LWA  
Tel.: 24556 - 920 (08:30 - 11:30)  
Email : autorisations@eau.etat.lu

Signé à Esch-sur-Alzette

## Accord de principe



<b>Objet</b>	PAP "Hiel" à Moutfort
<b>Maître d'ouvrage</b>	Kuhn S.A.
<b>Bureau d'études</b>	B.E.S.T. s.à r.l.
<b>Plans</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mémoire explicatif et calculs hydrauliques</li><li>- Plan n° 161100-2-250 : Entwässerungslageplan</li><li>- Plan n° 161100-2-251 : Übersicht Einzugsgebiete</li><li>- Plan n° 161100-2-260 : Schnitte und Details RRB 1</li><li>- Plan n° 161100-2-261: Schnitte und Details RRB 2</li><li>- Plan n° 161100-2-262 : Schnitte und Details RRB 3</li><li>- Plan n° 161100-2-263 : Schnitte und Details RRB 5</li><li>- Plan n° 161100-2-264 : Schnitte und Details RRB 4</li><li>- Plan n° 161100-13-0001000-7h : Plan d'aménagement</li><li>- Plan n° 161100-13-0001000-7h : Coupes 1</li><li>- Plan n° 161100-13-0001000-7h : Coupes 2</li><li>- Plan n° 161100-13-0001000-7h : Coupes 3</li><li>- Plan n° 112022-34 : Mesures de mise en conformité projetées Nr.4</li><li>- Plan n° CNT-PAG-02 : PAG - Partie graphique ; Localité de Moutfort – Plan 02</li><li>- Extrait du plan cadastral</li><li>- Note explicative sur les crues subites du juillet 2023</li></ul>

L'accord de principe ne vaut en aucun cas autorisation et ne préjudicie en rien l'octroi ou le refus de l'autorisation.



Il appartient au requérant sollicitant cet accord de principe, de s'assurer au préalable que le projet soumis est compatible avec la législation et les servitudes en vigueur.

Il permet à l'Administration après une étude sommaire du projet et des plans y afférents - de se prononcer généralement et a priori sur sa faisabilité et de permettre son avancée.

Cependant si une étude approfondie du dossier démontre que le projet a un impact négatif sur les ressources hydriques, et que par conséquent, certains paramètres de construction ou emprise ne sont finalement pas réalisables, ou nécessitent des alternatives, ou que l'octroi de certaines autorisations n'est pas possible, l'Administration de la gestion de l'eau ne saurait être tenue d'une quelconque responsabilité.

### **Remarque**

Le certificat d'assainissement, fourni par l'exploitant, attestant que la station d'épuration dispose de suffisamment de capacité pour traiter les eaux usées générées par le PAP est à joindre à la demande d'autorisation.

Le Directeur,  
Jean-Paul Lickes